

LES CADRES DANS LA TOURMENTE ! ENSEMBLE, RÉAGISSONS !

Pour les cadres, la CGT défend leurs valeurs au sein d'une revendication « **professionnellement engagés, socialement responsables** ». Aujourd'hui, malheureusement, la Réforme de l'Etat et ses déclinaisons brutales à la DGFIP les confrontent à un fonctionnement totalement erratique, générant une démotivation généralisée, couplée à l'abandon des missions. **Ils sont donc professionnellement écoeurés et socialement découragés.**

D'une part les restructurations en tous genres (SIP, SIE, Trésoreries, SPF, Enregistrement, PCRP, PCE, STDR, brigades de vérifications, recherche, pôles juridiques, centres de contacts, PRS, organigrammes des directions...) et les dysfonctionnements informatiques liés aux changements incessants entraînent une perte du sens du travail et une désorganisation généralisée.

D'autre part, les annonces gouvernementales ajoutent à la confusion au niveau des missions avec, par exemple, la mise en place de la retenue à la source et dans le même temps, la suppression de 2130 emplois supplémentaires à la DGFIP.

Qui peut dire quelle sera la cartographie de la DGFIP, ses métiers et ses carrières dans quelques années ?

Comment rester motivés, face à cette avalanche d'attaques de notre réseau et de nos missions, alors que la culture de la performance et les aptitudes à mettre en œuvre la Réforme de l'Etat restent les critères d'appréciation des cadres ?

Pour s'en convaincre il n'y a qu'à consulter les questions posées dans la dernière enquête du baromètre social et les mauvais résultats remontés concernant : les rythmes des changements et l'évolution de la DGFIP, l'urgence et la complexité, la priorisation et la capacité à faire face, le stress et la motivation... Quant à la fierté de travailler à la DGFIP qui retrace l'attachement des personnels à leurs missions de service public, le résultat aurait été plus mauvais si l'enquête avait été réalisée après l'incurie, voire la manipulation du ministre des finances, appelant en octobre 2015, les contribuables à ne pas payer leurs impôts !

Quel manque de respect pour les personnels de la DGFIP, cadres et agents, dont un des rôles majeurs est de promouvoir le consentement à l'impôt, en expliquant qu'il sert à financer l'action publique au profit de l'intérêt général !

Montreuil, le 19/1/2016

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

- Case 450 ou 451
- 263 rue de Paris
- 93514 Montreuil Cedex
- www.financespubliques.cgt.fr
- Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr
- dgfip@cgt.fr
- Tél : 01.55.82.80.80
- Fax : 01.48.70.71.63

NE RESTONS PAS SANS REAGIR

Mardi 26 janvier 2016, ensemble,

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE !



Au-delà de la pression croissante qui s'explique par l'augmentation des charges de travail, les injonctions contradictoires et le manque de résistance des états majors face au rouleau compresseur de l'adaptation du réseau et des structures (ARS), ce qui s'exprime de façon spontanée, c'est un ressenti particulièrement négatif de l'évolution de l'ambiance au travail. De l'agent au chef de service, le mode de pilotage et de management mis en œuvre dans notre administration, inspiré de celui des entreprises privées, s'avère totalement inadapté aux valeurs du service public.

Nous subissons tous l'absence de reconnaissance et de respect auxquels nous sommes tous attachés. Pouvoir donner son avis, notamment en matière d'organisation du travail, bénéficier d'un soutien technique et/ou moral en cas de difficultés, valoriser les initiatives et favoriser la mutualisation au sein et entre les services : réhabiliter le « travail collectif » est sans doute bien plus efficace que la « mise en concurrence » des agents et des services !

Les cadres attachés à la qualité de la réalisation des missions de service public, au sens du travail et à la justice fiscale, doivent réagir.

Il est plus que temps de faire savoir à la Direction Générale et au Ministère que l'encadrement ne partage pas les orientations de la DGFIP et la politique gouvernementale sur laquelle elles reposent

S'agissant des emplois, des conditions de travail, des missions, des droits et garanties, les agents d'encadrement ont leur mot à dire ! Ainsi pour que leur parole soit entendue, il est important qu'ils se mobilisent.

La volonté est de liquider la Fonction publique au prétexte de la réduction du déficit public.

Derrière ce jeu d'illusionnistes, il y a surtout la vision partagée d'une société dans laquelle toute activité humaine doit être soumise aux lois des marchés et du profit financier.

**LA GRÈVE DU 26 JANVIER
PREND ENCORE PLUS DE SENS !**

Pour avoir des emplois, pour le
renforcement du Service public,
obtenir l'arrêt des restructurations
et la reconnaissance
des qualifications.

